

CONVENTION DE MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE

**Relative à la réalisation des travaux de réaménagement de la
cour desservant les serres municipales
de la ville de Vannes (THEIX)**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Golfe du Morbihan Vannes Agglomération (GMVA), dont le siège est situé 30 Rue Alfred Kastler, 56000 Vannes, SIRET n° 200 067 932 00018, représentée par David ROBO, Président, habilité à signer la présente, en vertu de la délibération du Conseil Communautaire du 28 septembre 2023.
Ci-après dénommée « GMVA » ou le « mandataire », d'une part,

ET

La commune de Vannes, dont le siège se situe à Hôtel de ville, Place Maurice Marchais à Vannes, SIRET n° 215 602 608 00014, représentée par Monsieur David ROBO, Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal du 18 décembre 2023,

Ci-après dénommée « ville de Vannes » ou le « maître d'ouvrage », d'autre part,

Golfe du Morbihan Vannes agglomération et la ville de Vannes sont ensemble désignés collectivement par les « Parties » et individuellement par la « Partie »,

EXPOSE PREALABLE

Golfe du Morbihan - Vannes agglomération (GMVA) a en charge l'aménagement et la gestion des zones d'activités économiques (ZAE) réparties sur son territoire. Afin de sécuriser les accès (piétons, cyclistes, véhicules motorisés), GMVA a mandaté le bureau d'études PERSPECTIVES M.O pour réaliser une mission de maîtrise d'œuvre dans le cadre de la requalification de la Z.A.E de Saint-Léonard : Rue Idan Er Houet sur la commune de Theix-Noyal.

La voie d'accès est fréquentée car elle dessert notamment :

- Les lieux dits « Le Pérenno » et « le Saïndo »,
- Le complexe sportif du Pérenno,
- Le club canin vannetais,
- Des entreprises,
- Les serres municipales de la ville de Vannes

La ville de Vannes est propriétaire des parcelles de terrain des serres municipales.

Les serres municipales de la ville de Vannes se situent après l'entrée du complexe sportif du Pérenno. L'accès ainsi que la voirie intérieure des serres sont composés d'un revêtement de surface en sable stabilisé qui n'est pas adapté aux passages réguliers de véhicules légers et poids-lourds. Le revêtement s'est dégradé avec l'apparition d'ornières transversales au niveau de l'entrée accentuée par les eaux de ruissellement car la voie intérieure est exempte de réseau d'eaux pluviales. Les eaux de ruissellement entraînent les matériaux directement sur la rue Idan Er Houet Dennias la rendant glissante. Dans le cadre de la requalification de la voie d'accès au complexe sportif du Pérenno, il a été envisagé que GMVA se rapproche de la Ville de VANNES pour que cette dernière lui confie les travaux de réaménagement des revêtements des serres municipales.

C'est dans ce contexte que les parties ont décidé de confier la maîtrise d'ouvrage des travaux de réaménagement de la cour desservant les serres municipales à GMVA.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1. OBJET

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions des articles L 2422-5 à L2422-11 du Code de la Commande Publique, de confier au mandataire, qui l'accepte, le soin de réaliser une opération au nom et pour le compte du maître de l'ouvrage dans les conditions fixées ci-après.

La présente convention confie à Golfe du Morbihan - Vannes agglomération la maîtrise d'ouvrage des travaux de réaménagement de la cour desservant les serres municipales, pour le compte de la ville de Vannes.

ARTICLE 2. PROGRAMME ET ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE — CALENDRIER

2.1. Programme et enveloppe financière

La maîtrise d'ouvrage des travaux de la cour desservant les serres municipales consiste :

- Au reprofilage de la voirie afin de former les pentes vers le centre de la cour pour capter les eaux de ruissellement et les diriger vers le fossé le long de la rue Idan Er Houet Dennias ;
- Au placement d'une boîte de branchement d'eaux pluviales sous une descente de gouttière existante qui sera raccordée directement au futur réseau d'eaux car celle-ci se rejette directement sur le stabilisé. Ainsi, on éliminera le ruissellement direct sur la voirie.

Le programme détaillé de l'opération est défini par l'annexe 1 à la présente convention.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération et son contenu détaillé sont définis par l'annexe 2 à la présente convention.

Le mandataire s'engage à réaliser l'opération dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle ainsi définis.

Dans le cas où, au cours de la mission, le maître d'ouvrage ou le mandataire estimerait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle, faisant varier le coût de l'opération de plus de 10 %, un avenant à la présente convention devra être conclu avant que le mandataire puisse mettre en œuvre ces modifications.

2.2. Calendrier

Les parties conviennent ensemble d'un calendrier prévisionnel défini en annexe 3 de la présente convention. A ce jour, les travaux de réaménagement de la cour desservant les serres municipales s'étaleraient sur la période février 2024.

A l'issue des travaux, le mandataire remettra le dossier d'ouvrage exécuté (DOE) au maître d'ouvrage.

ARTICLE 3. MODALITES DE FINANCEMENT

3.1. Coût prévisionnel de l'opération

Le coût prévisionnel des travaux de l'opération de réaménagement de la cour desservant les serres municipales a été estimé au stade Avant-Projet à environ 80 622 € TTC, aux conditions économiques de juin 2023.

3.2. Modalités de versement de la participation financière de la ville de Vannes

GMVA assurera le préfinancement de l'ensemble des études et des travaux.

Afin d'obtenir le remboursement des coûts de l'opération pris en charge par la ville de Vannes, GMVA procédera à des appels de fonds auprès de la ville de Vannes, comme suit :

- 1^{er} appel de fonds de 60 % de sa participation à la notification des entreprises de travaux,
- 2^{ème} appel de fonds correspondant à 40 % de sa participation à la réception définitive des travaux des serres municipales.

Le 2^{ème} appel de fonds se fera au vu des dépenses réelles effectuées par le mandataire pour le compte du maître d'ouvrage, sur présentation d'un certificat administratif détaillant l'ensemble de celles-ci et visé par le comptable public. Le maître d'ouvrage pourra, s'il le juge nécessaire, demander toute pièce justificative.

Les appels de fonds porteront sur des montants facturés en TTC et la ville de Vannes se chargera de récupérer le FCTVA. Pour cela, ils devront faire apparaître les montants HT, TVA et TTC.

3.3. Calendrier prévisionnel des appels de fonds

L'échéancier prévisionnel des appels de fonds est le suivant :

	%	Date indicative de l'appel	Montant à payer par ville de Vannes
1 ^{er} appel de fond	60 %	Janvier 2024	48 373,20 €
2 ^{ème} appel de fond	40 %	Février 2024	32 248,80 €
TOTAL	100 %		80 622 €

Le montant du 2^{ème} appel de fond, prévu à la réception des travaux, sera susceptible d'évoluer (à la hausse comme à la baisse) au regard du bilan général et constituera le solde de tout compte.

3.4 - Gestion des écarts et Bilan général

En cas de dépassement des coûts prévisionnels, GMVA informera la ville de Vannes. Les parties conviendront ensemble d'un nouveau coût prévisionnel de l'opération ou de toutes modifications à apporter aux travaux de l'opération.

Les parties s'engagent à revoir les termes de la présente convention si le montant total de l'opération varie de plus de 10 %.

En fin de mission, un bilan général de l'opération sera établi avec la synthèse des dépenses réalisées. Ce bilan général deviendra définitif après accord des deux parties et donnera lieu si nécessaire, à la régularisation du solde des comptes. L'écart éventuel sera intégré dans le montant du 2^{ème} appel de fond.

En tout état de cause, GMVA sera remboursée des dépenses effectivement engagées à hauteur de la participation respective de chacune des Parties.

ARTICLE 4. PERSONNE HABILITÉE A ENGAGER LE MANDATAIRE

Pour l'exécution des missions confiées au mandataire, celui-ci sera représenté par le Président de Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération, ou son représentant délégué, qui sera seul habilité à engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution de la présente convention.

Dans tous les actes et contrats passés par le mandataire, celui-ci devra systématiquement indiquer qu'il agit au nom et pour le compte du maître d'ouvrage.

ARTICLE 5. CONTENU DE LA MISSION DU MANDATAIRE

La mission du mandataire porte sur les éléments suivants :

1. Signature et gestion des marchés de maîtrise d'œuvre,
2. Signature et gestion des marchés de contrôle technique et autres prestataires d'études ou d'assistance au maître d'ouvrage,
3. Réalisation et finalisation des études de conception
4. Préparation du choix des entrepreneurs et fournisseurs,
5. Signature et gestion des marchés de travaux et fournitures, versement de la rémunération des entreprises et fournisseurs, réception des travaux,
6. Gestion financière et comptable de l'opération,
7. Gestion administrative,
8. Actions en justice, et d'une manière générale, tous actes nécessaires à l'exercice de ces missions.

ARTICLE 6. SUIVI, CONTRÔLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

6.1. Suivi de l'opération

Le maître d'ouvrage sera régulièrement tenu informé sur les conditions de déroulement de la mission. Le mandataire s'engage à fournir au maître d'ouvrage tous les éléments demandés par ce dernier et nécessaires au suivi de l'opération.

Pendant toute la durée de la convention, le mandataire veille à ce que le maître d'ouvrage soit destinataire des comptes rendus de réunions de chantier. Le maître d'ouvrage doit faire connaître son accord ou ses observations dans le délai de 7 jours après réception du compte rendu ainsi défini.

A défaut, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les éléments du dossier remis par le mandataire.

Toutefois, si l'une des constatations ou des propositions du mandataire conduit à remettre en cause le programme ou l'enveloppe financière annexés à la présente convention, le mandataire ne peut se prévaloir d'un accord tacite du maître de l'ouvrage et doit donc obtenir l'accord express de celui-ci, ainsi que la passation d'un avenant si le montant total de l'opération varie de plus de 10 %.

Le mandataire laissera libre accès au maître d'ouvrage aux réunions de chantier ainsi qu'à tous les documents concernant l'opération. Toutefois, le maître d'ouvrage ne pourra faire ses observations qu'au mandataire et en aucun cas aux titulaires des contrats passés par celui-ci.

6.2. Règles de passation des contrats

Pour la passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu d'appliquer les règles applicables au maître d'ouvrage.

Pour l'application du Code de la commande publique, le mandataire est chargé, dans la limite de sa mission, d'assurer les obligations que le Code attribue au représentant légal du maître d'ouvrage.

Les bureaux, commissions et jurys du maître d'ouvrage prévus par le Code de la commande publique seront convoqués en tant que de besoin par le mandataire qui assurera le secrétariat des séances et l'établissement des procès-verbaux.

6.3. Procédure de contrôle administratif des contrats conclus par le mandataire

La passation des contrats conclus par le mandataire au nom et pour le compte du maître d'ouvrage reste soumise aux procédures de contrôle qui s'imposent au maître d'ouvrage.

Le mandataire sera tenu de préparer et transmettre à l'autorité compétente les dossiers nécessaires à l'exercice de ce contrôle.

Il ne pourra notifier les contrats qu'après mise en œuvre complète de ces procédures et obtention des approbations ou accords préalables éventuellement nécessaires.

6.4. Approbation de l'avant-projet

Le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable du maître d'ouvrage sur le dossier d'avant-projet.

À cet effet, les dossiers correspondants seront adressés au maître d'ouvrage par le mandataire, accompagnés des propositions motivées de ce dernier.

Le maître d'ouvrage devra notifier sa décision au mandataire ou faire ses observations dans le délai de 10 jours suivant la réception des dossiers. À défaut, son accord sera réputé obtenu.

6.5. Accord sur la réception des ouvrages et mise à disposition des ouvrages

Le mandataire est tenu d'obtenir l'accord préalable du maître d'ouvrage avant de prendre la décision de réception de l'ouvrage. En conséquence, les réceptions d'ouvrages seront organisées par le mandataire selon les modalités suivantes :

- Avant les opérations préalables à la réception, le mandataire organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participeront le maître d'ouvrage, le mandataire et le maître d'œuvre chargé du suivi du chantier ;
- Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui reprendra les observations présentées par le maître d'ouvrage et qu'il entend voir réglées avant d'accepter la réception ;
- Le mandataire s'assurera ensuite de la bonne mise en œuvre des opérations préalables à la réception.

Le mandataire transmettra ses propositions au maître d'ouvrage en ce qui concerne la décision de réception.

Le maître d'ouvrage fera connaître sa décision au mandataire dans les 15 jours suivant la réception des propositions du mandataire. Le défaut de décision du maître d'ouvrage dans ce délai vaudra accord tacite sur les propositions du mandataire.

Le mandataire établira ensuite la décision de réception (ou de refus) et la notifiera à l'entreprise. Une copie en sera notifiée au maître d'ouvrage.

La notification de la réception au maître d'ouvrage a pour conséquence la mise à disposition immédiate de l'ouvrage au maître d'ouvrage et emporte transfert de la garde des ouvrages.

ARTICLE 7. CONTRÔLE FINANCIER ET COMPTABLE

Le maître d'ouvrage pourra demander à tout moment au mandataire la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération, qu'il jugera utiles dans le cadre de ce contrôle.

En fin de mission, GMVA établira et remettra à la ville de Vannes un tableau financier récapitulatif ainsi que les dossiers de réalisation des ouvrages.

ARTICLE 8. ACHÈVEMENT DE LA MISSION

La mission du mandataire prendra fin dans les conditions ci-après ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées à l'article 11.

Le quitus est délivré à la demande du mandataire après exécution complète de ses missions et notamment :

- la réception des ouvrages ;
- l'expiration du délai de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- l'établissement du tableau financier récapitulatif de l'opération et acceptation par les maîtres d'ouvrages compétents.

Au cas où la levée de ces réserves ou la réparation de ces désordres n'auraient pas été obtenus à l'expiration de la période initiale de parfait achèvement, la mission du mandataire sera néanmoins terminée et il appartiendra au maître d'ouvrage de poursuivre le suivi de ces levées ou réparations.

Le maître d'ouvrage doit notifier sa décision au mandataire dans les 2 mois suivant la réception de la demande de quitus.

Toutefois, il est convenu que si l'ensemble des obligations susmentionnées sont réalisées par le mandataire à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, le quitus est considéré comme acquis sans qu'il soit nécessaire d'en faire la demande ni d'en notifier la décision. La date de délivrance du quitus par défaut est fixée au lendemain de l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement soit 1 an et 1 jour après la date de réception de l'ouvrage.

Si à la date du quitus, il subsiste des litiges entre le mandataire et certains de ses cocontractants au titre de l'opération, le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

ARTICLE 9. FRAIS DE PILOTAGE DU MANDATAIRE

SANS OBJET

ARTICLE 10. PÉNALITÉS

SANS OBJET

ARTICLE 11. MESURES COERCITIVES – RESILIATION

Si le mandataire est défaillant, et après mise en demeure infructueuse, le maître d'ouvrage peut résilier la présente convention sans indemnité pour le mandataire.

Dans le cas où le maître d'ouvrage ne respecte pas ses obligations, le mandataire après mise en demeure restée infructueuse a droit à la résiliation de la présente convention.

Dans le cas de non obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute du mandataire, la résiliation peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

Dans les trois cas qui précèdent, la résiliation ne peut prendre effet qu'un mois après notification de la décision de résiliation et le mandataire est remboursé des frais engagés pour la part de mission accomplie. Il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire et des travaux réalisés. Le constat contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le mandataire doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations et travaux exécutés. Il indique enfin le délai dans lequel le mandataire doit remettre l'ensemble des dossiers au maître d'ouvrage.

ARTICLE 12. DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa date de signature par les parties, signature préalablement autorisée par délibérations de leurs assemblées délibérantes respectives.

Elle prendra fin par la délivrance du quitus au mandataire.

ARTICLE 13. MISE A DISPOSITION DU TERRAIN

Le maître d'ouvrage s'engage à mettre à disposition les terrains durant la phase des travaux.

ARTICLE 14. ASSURANCES

Le mandataire s'engage à transmettre, sur simple demande, au maître d'ouvrage une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle couvrant les dommages qui peuvent être causés pendant et à la suite des prestations objet de la présente convention.

ARTICLE 15. CAPACITE D'ESTER EN JUSTICE

Le mandataire pourra agir en justice pour le compte du maître d'ouvrage jusqu'à la délivrance du quitus, aussi bien en tant que demandeur que défendeur. Le mandataire devra, avant toute action, demander l'accord du maître d'ouvrage.

Toutefois, toute action en matière de garantie biennale ou décennale n'est pas du ressort du mandataire.

ARTICLE 16. LITIGES

Les Parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différend qui pourrait s'élever entre elles à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

A défaut d'accord amiable, tous les litiges liés à l'interprétation, l'exécution, la validité ou les conséquences de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Rennes. La juridiction sera saisie par la partie la plus diligente.

ARTICLE 17. NON VALIDITE PARTIELLE DE LA CONVENTION

Si une ou plusieurs dispositions de la convention se révélaient nulles ou étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi ou d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres dispositions garderont toute leur portée.

Les Parties feront leurs meilleurs efforts pour substituer à la disposition invalidée une disposition valide ayant un effet équivalent.

ARTICLE 18. ANNEXES

Les annexes sont indissociables de la présente convention et ont une valeur contractuelle identique.

A Vannes, le ...

Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération

Le Président,

David ROBO

Ville de Vannes

Le Maire,

David ROBO

ANNEXES :

ANNEXE 1

Programme détaillé de l'opération

ANNEXE 2

Enveloppe financière prévisionnelle

ANNEXE 3

Calendrier prévisionnel

PROJET

ANNEXE 1 : Programme détaillé de l'opération

Le programme détaillé de l'opération de réaménagement de la cour desservant les serres municipales de la ville de Vannes situées au Pérenno sur la commune de Theix-Noyal est décrit ci-dessous :

- reprofilage de la voirie des serres municipales afin de former les pentes vers le centre de la cour pour capter les eaux de ruissellement et les diriger vers le fossé le long de la rue Idan Er Houet Dennias;
- réalisation d'un revêtement BBSG 0/10 ;
- mise à la côte définitive des ouvrages existants (EU, EP, gaz, Télécom, électrique);
- réalisation d'un réseau d'eaux pluviales sur la voirie intérieure des serres qui se dirigera dans le fossé existant le long de la rue Idan Er Houet Dennias;
- réalisation d'une boîte de branchement d'eaux pluviales .

ANNEXE 2 : Enveloppe financière prévisionnelle

N° Prix	Désignation des prestations	Unité	Quantité	Prix unitaire € H.T.	Montant € H.T.
1 - TRAVAUX PRELIMINAIRES					
1.04b	Marquage - piquetage des réseaux et ouvrages	Forfait	1	1 000,00	1 000,00
1.05b	Constat d'huissier	Forfait	1	750,00	750,00
1.06b	Plan de recolement	Unité	1	500,00	500,00
2 - VOIRIE					
2.27	Préparation et reprofilage de la voirie des serres municipales de la ville de Vannes	m²	1 350	9,00	12 150,00
2.13	Fourniture et mise en œuvre de l'imprégnation	m²	1 350	1,00	1 350,00
2.15	Couche d'accrochage	m²	1 350	1,00	1 350,00
2.16	Revêtement BBSG 0/10	T	205	130,00	26 650,00
2.18b	Mise à la cote définitive des ouvrages existants (EU, EP, gaz, Télécom, électrique)	Forfait	1	3 000,00	3 000,00
2.24	Fourniture et mise en œuvre de signalisation horizontale "marquage bande STOP"	Unité	1	75,00	75,00
4 - RESEAU EAUX PLUVIALES					
4.01	Ouverture de tranchée pour canalisation ≤ Ø 300 mm	ml	90	43,00	3 870,00
4.02	Fourniture et pose de canalisation Ø 200 mm PVC CR16	ml	13	42,00	546,00
4.03	Fourniture et pose de canalisation Ø 300 mm en béton	ml	77	47,00	3 619,00
4.04	Fourniture et pose d'un regard de visite Ø 800 mm avec grille Ø 600 mm en fonte D400	Unité	4	1 050,00	4 200,00
4.05	Fourniture et pose d'un regard de visite Ø 800 mm avec couvercle en fonte D400	Unité	1	1 200,00	1 200,00
4.06	Remblaiement de la tranchée avec de la GNT B 0/31,5 mm	m³	55	43,00	2 365,00
4.07	Fourniture et mise en œuvre de béton de tranchée	m³	6	110,00	660,00
4.08	Fourniture et pose d'une grille 600 x 600 mm	Unité	1	850,00	850,00
4.09	Fourniture et pose d'une bouche avaloir	Unité	2	750,00	1 500,00
4.10	Fourniture et pose d'une boîte de descente de gouttière	Unité	1	450,00	450,00
4.11	Raccordement de la canalisation Ø 300 mm au fossé et le bétonnage du fossé	Forfait	1	1 100,00	1 100,00
				TOTAL H.T	67 185,00 €
				T.V.A. 20,0%	13 437,00 €
				TOTAL T.T.C	80 622,00 €

ANNEXE 3 : Calendrier

		2023		2024	
		Novembre	Décembre	Janvier	Février
Travaux					
	Chantier				
	Essais				
	Réception				

PROJET